



Maladie mentale dans le bocage

P.7

CHAMPIGNONS HOMOPHOBES

P.4

Quinzomadaire de la Fédération anarchiste

www.monde-libertaire.fr

Supplément **gratuit ou à prix libre** au Monde libertaire n°1708

Fukushima Quand tu nous tiens ...

À l'occasion de l'anniversaire de Fukushima, s'est tenue une réunion publique du collectif libertaire, à l'espace Dewailly, qui posait la question suivante : « Doit-on séparer la critique du nucléaire de celle de la société qui le rend nécessaire ? ». Plusieurs points ont été abordés de manière très libre au cours de la discussion. En voici quelques-uns.

Le discours institutionnel de non-dangereusité du nucléaire s'accompagne d'actions qui indiquent pourtant l'inéluctabilité de la catastrophe : assouplissement des règlements, par les autorités sanitaires, sur les doses de radioactivité « assimilables » par le corps humain, évolution des techniques de culture hors-sol qui permettront le retour des populations sur les zones irradiées. Et concernant les différents nuages à paillettes fluorescentes, tchernobyléen et fukushimesque, ils se sont peut-être essuyés les pieds sur les paillasons des limites frontalières, mais c'était sans réelle conviction !

La question du nucléaire implique celle des énergies renouvelables, et les problèmes que celles-ci induisent ont été pointés : exploitation des terres rares¹ indispensables à la production de certains composants d'éoliennes, coût éner-

gétique trop élevé pour la fabrication des panneaux solaires, nuisances olfactives des usines de méthanisation, etc. Tant que le cadre de réflexion sur ces énergies demeurera celui de la production et de la consommation de masse, les solutions tiendront du cautère sur jambe de bois.



Les décisions prises par certains gouvernements, bien après Hiroshima et Nagasaki, de recourir à l'énergie nucléaire a engagé les générations à venir. Il est maintenant impossible de penser une société sans nucléaire non pas comme méthode de production d'énergie mais en tant que réalité irradiante, destructrice, meurtrière, même une fois les centrales arrêtées. En cas d'accident ou de catastrophe, les moyens à mettre en œuvre sont tels que les concevoir en dehors

d'un État paraît illusoire. De par son pouvoir mortel, le nucléaire agit comme une épée de Damoclès, bien plus sûrement qu'un réseau de caméra de surveillance hypertrophié ou que la présence d'un car de CRS à chaque coin de rue.

Reste la vérité crue : en Anarchie, il va bien falloir gérer les réacteurs éteints et les déchets. Y a-t-il un ingénieur libertaire dans la centrale ?

Groupe Alexandre
Marius Jacob – Amiens.

¹Les terres rares sont des métaux dont l'extraction et le raffinage entraînent le rejet de nombreux éléments toxiques (métaux lourds, acide sulfurique) ainsi que d'éléments radioactifs (uranium et thorium). La radioactivité mesurée dans les villages de Mongolie-intérieure proches de l'exploitation de terres rares de Baotou est de 32 fois la normale (à Tchernobyl, elle est de 14 fois la normale).

Superphenix Superfiasco

P.2

Punition ou sanction ?

P.3

J'aime la télé-réalité

P.5

Jules et ... François

P.5

La liberté du jazz

P.6

Colère noire

HELP !

Notre camarade José Luis Toribio, ouvrier à l'usine d'Aulnay (PSA), au sortir de 4 mois de grève, vient de nous envoyer un texte d'enfer sur tout cela. C'est magnifique. À tous les niveaux ! Il faut, donc, sortir ce livre dans les plus brefs délais et à un maximum d'exemplaires.

Pour ce faire, nous avons besoin de votre aide. Ce livre (275 pages) sera vendu à 15 €. Il vous est proposé, en souscription, à 10 € (sans frais de port). Chèque à l'ordre de Les éditions libertaires, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190, St Georges d'Oléron.

Merci !

Jean-Marc Raynaud



État-Nation-Patrie

Face à une mondialisation détruisant les singularités certains aujourd'hui en appellent au patriotisme. Le triptyque État-Nation-Patrie serait un rempart contre un capitalisme déracinant, fluide et mobile. Pas question ici de contester ces effets dévastateurs du capital. Mais plutôt de s'intéresser à ce discours nationaliste couplé à une rhétorique vaguement socialiste. Orwell pensait que le fascisme était « une perversion du socialisme ». Pour accéder au pouvoir, une organisation fascisante doit prendre appui sur les masses et donc sur ce qui reste dans une société atomisée de la conscience d'une exploitation. Pour Hannah Arendt, « le nom même du mouvement nazi s'appropriait le contenu politique de tous les autres partis et prétendait implicitement les incorporer tous ». Or mêler élans nationalistes et socialistes n'est pas juste terriblement dangereux, c'est aussi simplement irrationnel.

Car l'État a toujours été un fidèle allié du capital. Dès son origine, le capitalisme a voulu s'étendre sans fin et l'État fut son bras armé. L'expansion coloniale a trouvé devant sa route les luttes émancipatrices des colonisés bien souvent elles-mêmes animées par des visées patriotiques. Les indépendances ainsi conquises sont restées très relatives. La domination capitaliste s'est adaptée à cette nouvelle donne. Aujourd'hui, l'interventionnisme militaire se justifie pour des raisons humanitaires mais les motifs géopolitiques et économiques ne sont jamais absents. L'État continue de protéger les intérêts du capital par delà et à l'intérieur des frontières.

Les patries sont des barrières que les dominants ont dressées. Ils peuvent s'en affranchir dans les phases d'expansion ou bien les utiliser comme base de repli en

temps de récession. Lorsque le capital est en crise comme aujourd'hui, l'État lui vient en secours puis lui facilite la tâche. Quand bien même l'État parvient à dominer les marchés voire à les faire disparaître, cela aboutit à la mise en place d'une vaste bureaucratie dirigeante. Le renforcement provisoire de l'État afin de juguler le capital pour mieux pouvoir disparaître ensuite est une billevesée sanguinaire dénoncée dès le départ par les libertaires et sanctionnée par l'expérience soviétique. Lorsque l'État socialiste s'installe derrière des frontières, les résistances qu'il provoque induisent une dictature plus ou moins belliciste.

Comme l'ont toujours affirmé les anarchistes, le patriotisme est une guerre permanente. Il permet aussi de gommer les antagonismes de classes au nom de l'accumulation des richesses et du peuple lui-même qu'il convient de former selon les critères imposés par l'économie. Élisée Reclus définit le patriotisme comme « le produit d'un égoïsme agressif ne pouvant aboutir qu'à la destruction, à la ruine des œuvres humaines et à l'extermination des hommes. »

Groupe Orwell de Martigues.

Le billet à 1€

Toutes les compagnies de transport, y compris les entreprises publiques concurrence oblige, proposent des tarifs extraordinaires destinés à appâter le client. Le client pas l'usager ! Il y a bien longtemps que « l'usager », cette formulation archaïque, a disparu. Et ce client heureux qui a obtenu le précieux sésame pour presque rien de se réjouir : il a été plus malin que les autres, ces benêts incapables de jouer avec les machines et qui paieront pour lui. Car le coût global est évidemment réparti entre tous les passagers et le voyageur qui ne paie que quelques euros symboliques a, en réalité, son voyage offert par les autres.

Insidieusement, ce mode de marketing inscrit dans notre habitus social la lutte et la compétition de chacun contre tous et dans les consciences, la primauté de soi contre autrui. L'absence de morale qui implique la préférence d'autrui devient la règle et l'incivilité, par conséquent, la norme. Et ce ne sont pas quelques leçons ânonnées à l'école qui seront en mesure d'inverser cette tendance pernicieuse.

Quant au service public qui se définit par l'égalité de traitement des usagers, il y a bien longtemps que les libéraux, de droite comme de gauche, l'ont enterré.

Mato-Topé



Le Superphénix japonais condamné !

On se souvient du surgénérateur français Superphénix qui avait connu tant de déboires et gaspillé tant de milliards que sa fermeture avait été décidée par EDF. Mais, pour que le lobby de l'atome ne perde pas la face, cette décision avait été présentée comme une concession du premier ministre Lionel Jospin à ses alliés écologistes, dont on ignorait qu'ils soient si « puissants » !

Aussi incroyable que cela puisse paraître, le Superphénix japonais a connu une « carrière » encore plus ridicule que le français : construit à Monju entre 1985 et 1994, il a fonctionné à peine un an avant de s'enflammer et d'être stoppé... pendant 15 ans ! Des tentatives de réactivations ont été amorcées en 2010, puis est survenue la catastrophe de Fukushima.

On s'est alors subitement aperçu que la prétendue « sûreté » de l'installation était bâclée de longue date.

Entre autre, l'exploitant n'a pas procédé dans les délais aux contrôles de sécurité périodiques de près de 10.000 des 39.000 pièces d'équipement du site.

Le réacteur de Monju ne redémarrera probablement jamais car, pour faire bonne mesure, on a aussi constaté qu'il était situé au dessus d'une faille sismique active : les « responsables » du nucléaire font toujours preuve d'humour quand ils choisissent un site.

Dépités d'avoir été détrônés par les Japonais, les nucléocrates français vont tenter d'être encore plus ridicules (et criminels) en construisant à Marcoule (Gard) un nouveau surgénérateur. Il est joliment baptisé Astrid et prétendu « de 4ème génération » pour ne pas avouer que c'est juste une nouvelle tentative de faire un Superphénix. Et un Superfiasco.

Stéphane Lhomme

Les Héroïnes de l'Abolition



En ce 10 mai, jour de commémoration de l'abolition de l'esclavage, lorsque nous entendons parler de personnages mythiques

de la traite négrière ou des abolitions, il s'agit évidemment de HEROS NOIRS. Comme si la négresse ne s'était pas libérée de ses chaînes, comme si elle n'avait pas participé aux rebellions, ni aux soulèvements, faut-il croire ! Niées de l'histoire, leur héroïsme a été passé sous silence, enterrées au profit de l'homme noir afin que ces messieurs puissent retrouver leur virilité perdue à jamais sous la chicote journalière du maître esclavagiste. Leurs voix pourtant sont parvenues à nos oreilles, murmurant tout d'abord et finissant dans un cri strident :

NE NOUS OUBLIEZ PAS !

Comme Harriett Tubman, combattante de la liberté afro-américaine dont la valeur marchande ayant baissé pour cause de maladie, qui s'est enfuie afin d'éviter d'être vendue à bas prix ! Qu'une fois libre a pensé aux siens courageusement ! sans faillir ! faisant des aller-retour dans le Maryland en conduisant des esclaves vers le Canada et les états du nord !

Comme Queen Nanny, guerrière Ashanti née en 1686 au Ghana actuel et déportée en Jamaïque pour y être esclave, qui dirigea l'insurrection des Maroons ! En 1720 elle conquiert un territoire stratégique surnommé « Nanny town » où les esclaves pouvaient vivre libres ! Organisant des attaques bien coordonnées contre les plantations elle libéra en 30 ans plus de mille esclaves dont elle s'occupa jusqu'à sa mort laissant derrière elle une communauté de Maroons fière et libre !

Comme Carlota Machete, dite « la rebelde4 », leader de la rébellion des esclaves en 1843 à Matanza, à Cuba. Guerrière d'origine Lukumi et Yoruba qui a combattu sans peur à la machette ses tortionnaires. Capturée, puis écartelée avec sauvagerie, sa voix résonne encore jusqu'à nous.

Et les voix de tant d'autres !

Élisabeth CLAUDE

Émission Femmes libres, mercredi de 18h30 à 20h30 sur Radio libertaire

Réforme ou révolution

Devons-nous améliorer les conditions de détention ou nous battre pour l'abolition de la prison ? Il y a ceux qui parlent des prisonniers en lutte. Aujourd'hui, ils se disent radicalisés. Dans les années 70, ils auraient été traités de « réformards ». Comme ces luttes ne parlent plus depuis longtemps de sociétés sans prisons, elles ont fait le choix de l'amélioration des conditions de détention. De plus, les révoltes et les mutineries sont remplacées par des combats juridiques individualistes. L'Etat est attaqué pour des conditions d'enfermement non respectueuses de la dignité des détenus. Chaque fois, l'Etat est condamné à payer des dommages et intérêts à ses victimes : les prisonniers. Plus les taulards gagnent, plus ils se passent le mot et plus ils portent plainte. Cela finit par devenir une révolution moléculaire. Alors, faut-il réformer la prison ou la détruire ? Mes anciens compagnons de lutte ont dit que la réforme cautionne la répression et s'avère complice de l'Etat. Il nous est apparu, au fil des années, que séparer la réforme de la révolution relevait plus d'une casuistique digne d'un cauteleux dominicain de l'Inquisition. Nous pouvons, si nous sommes cohérents, lier l'amélioration des conditions de détention à l'abolition de la prison. Les deux ne sont pas incompatibles. Une déconstruction progressive et acharnée équivaut à une destruction radicale.

Jacques - Ras les murs

Punition ou sanction dans la pensée libertaire ?

Les causes d'un délit ou un crime peuvent s'avérer génétiques, psychologiques ou sociales. Remplacer le terme de punition par celui de sanction nous débarrasse de toute notion de morale ou de religion.

La sanction consiste à nommer l'acte. Puis mettre en présence l'auteur et la victime. Il faut instaurer un dialogue qui n'est sûrement pas facile. Cela s'appelle la médiation.

La rencontre entre la victime et l'auteur, quelle que soit le type de délinquance, permet au contrevenant de prendre conscience de son acte. Jacqueline Moreno, responsable de l'Association Nationale de Médiation Pénale, nous fait remarquer que, souvent, l'auteur réalise qu'il a infligé à l'autre les mêmes souffrances que celles qu'il a subies, lorsqu'il était enfant. Réciproquement, la victime comprend les raisons de son agresseur et finit même par se libérer de sa peur, de sa haine et de son désir de vengeance.

Il nous a été donné d'effectuer les mêmes constats avec un autre type d'expérience. Dans un stage sur la violence, une infirmière a fait état d'une attaque physique dont elle avait été victime, dix-sept ans plus tôt, de la part d'une patiente de l'hôpital où elle travaillait. Grâce à un jeu de rôle, où elle a revécu la scène en deux temps, d'abord en étant elle-même,



ensuite, en jouant son interlocutrice, elle a réussi à évacuer complètement son état de stress post-traumatique. La séance avait permis le revécu de toutes les émotions et de tous les sentiments de la scène. La prise de conscience la plus surprenante a été pour elle de réaliser que le coup de grâce avait été l'accusation du directeur de l'hôpital qui avait dit : « Vous n'aviez pas à vous trouver là. C'est de votre faute. »

La sanction, associée à la médiation et à la réparation, en lieu et place de la punition, permet une baisse significative de la récidive.

Un des initiateurs des rencontres entre auteurs et victimes est Louk Hulsman, professeur de droit en Belgique et, en tant que libertaire, abolitionniste du système pénal. Il a publié, en 1982, un ouvrage intitulé *Peines perdues*, qui s'achevait par la découverte de la réparation, aboutissement apaisé de la médiation entre le délinquant et le citoyen. L'auteur conclut : « Ainsi, la disparition du système punitif étatique ouvre-t-elle, dans une convivialité plus saine et plus dynamique, les chemins d'une nouvelle justice. »

Aujourd'hui, Robert Cario, professeur de droit à Pau, poursuit l'expérience des groupes entre auteurs et victimes, avec, parmi d'autres, comme référence, une session de six semaines à la Maison Centrale de Poissy. Il la met en exergue de son livre *Les Rencontres détenus-victimes*, paru en 2012. Il la nomme justice restaurative.

Depuis près de vingt ans, une communauté de soixante-six villages indiens, dans le Guerrero, au Mexique, aide à la réinsertion de délinquants et de criminels, sans recourir à la prison. Leurs accompagnateurs sont mandatés pour un an, comme s'ils suivaient les recommandations de James Guillaume. La sanction, associée à la médiation et à la réparation, en lieu et place de la punition, permet une baisse significative de la récidive. La stigmatisation de l'acte et non de la personne sauve la dignité de l'auteur. Avec *Dans les prisons russes et françaises*, Kropotkine nous livre sa pensée « De ce côté-ci de la zone dont on a parlé, cette lourde frontière qui se situe « entre maladie mentale et criminalité », c'est la liberté et la fraternité qui ont fait la preuve qu'elles étaient le meilleur traitement. » Il reste à les appliquer par entraide et solidarité, mais aussi avec humanité.

Jacques Lesage de La Haye.

Aux voleurs !

Du 17 au 23 juin, 2 128 profiteurs de guerre de plus de 45 pays viennent faire la foire au 50e salon du Bourget (Seine-Saint-Denis). Autour d'une Solar impulse (avion solaire exposé en 2011), 290 délégations officielles sont attendues par tous les maquereaux franciliens pour les aider à s'envoyer en l'air.

Outre 151 000 visiteurs en majorité des professionnels du crime, le groupement des industriels français de l'aéronautique et du spatial (Gifas) espère que, lors des trois derniers jours, plus de 200 000 complices des

fauteurs de guerre dans le grand public, qui payeront pour bavasser devant 150 aéronefs. Puissent-ils partir en fumée, tous ces sanglants délinquants !

O.D



LE MONDE LIBERTAIRE

Abonnez-vous

Chaque semaine c'est 24 pages

Tous les quinze jours c'est 8 pages

Tous les deux mois c'est 68 pages de hors série

Soit sur un an : 35 hebdos + 6 hors séries + 20 gratuits

3 Mois 25 euros 6 Mois 50 euros

1 an 75 euros Soutien 95 euros

Toutes les formules d'abonnement sont consultables sur le site du monde libertaire

www.monde-libertaire.fr

Règlement à l'ordre des Publications libertaires
145 rue Amelot
75011 paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

La Commune de Paris : I. Le peuple se soulève

La Commune de Paris (du 18 mars 1871 à la « semaine sanglante » du 21 au 28 mai 1871) naît d'une insurrection qui suit la défaite française contre la Prusse. Elle s'oppose au gouvernement bourgeois libéral élu après la chute de l'empire de Napoléon III.

Revenons un peu en arrière. Après la capitulation à Sedan, le 1er septembre 1870, les Prussiens encerclent Paris. Le 4 septembre, le palais Bourbon est pris d'assaut par la foule et la garde nationale qui exigent la déchéance de la dynastie napoléonienne. La République est proclamée.

Les Parisiens, assiégés par l'armée prussienne, subissent la famine. Toutefois, la garde nationale et les ouvriers refusent la défaite et continuent de se battre. Mais le nouveau gouvernement, dit « de défense nationale », signe un armistice humiliant, le 28 janvier 1871 : l'Alsace et la Lorraine sont livrées à la Prusse, et Paris est déclarée « ville ouverte ».

Des élections législatives précipitées amènent une majorité monarchiste et bonapartiste à l'Assemblée nationale, le 8 février, pour ratifier au plus vite l'armistice.

Le peuple parisien, qui a résisté durant quatre mois, ne se considère pas vaincu. En outre, les classes populaires, dépossédées du pouvoir après les journées révolutionnaires de juillet 1830 et de février 1848, craignent d'être à nouveau spoliées des acquis de la chute de l'Empire, en septembre 1870. Dans ce contexte, quand le nouveau gouvernement veut s'emparer des canons de la garde nationale, regroupés sur la butte de Montmartre – payés par souscription populaire pour se battre contre les Prussiens –, la population refuse. C'est l'insurrection du 18 mars 1871. Des barricades sont érigées.

Les communards sont d'abord des ouvriers, des artisans, des employés, des instituteurs, des artistes, des petits patrons. Ils travaillent dans le bâtiment, dans des ateliers. Ils sont souvent journaliers. Les ouvriers du livre sont nombreux, plutôt politisés ; beaucoup d'entre eux sont anarchistes.

Les femmes sont massivement présentes. Elles sont couturières, brodeuses, relieuses, institu-



trices... Le 18 mars, elles bloquent les troupes, appellent à la fraternisation. Durant les 72 jours de la Commune, elles se battent, s'organisent dans les clubs. Peu d'entre elles sont instruites, mais elles ont conscience de leur inégalité avec les hommes. Aux côtés des Parisiens, des étrangers résidant dans la ville, exilés, assoiffés de liberté, participent à l'insurrection. Ils prendront une part active dans la défense de la Commune. Ce sont les Allemands de « La Société des bannis », des Polonais ayant

pris part à l'insurrection de 1831, des Italiens se référant à Garibaldi...

La Commune est une forme d'autogouvernement du peuple. Les idées qui y ont fusé, ainsi que ses réalisations révolutionnaires, particulièrement remarquables dans un contexte de luttes militaires, fondent l'espoir d'un autre futur.

Agnès Pavlowski

Ces idées et ces réalisations révolutionnaires seront l'objet du prochain article.

Chaque pierre a son histoire. Ou « l'intrus » qu'est Maurice Rajsfus

De l'enfance aux circonstances tragiques de la séparation familiale en 1942, de la prise de conscience d'un adolescent au militantisme de l'adulte, il fallait sans doute le recul d'une vie pour revenir sur les expériences et les épreuves qui ont façonné les convictions de cet « historien de la répression ».

L'histoire officielle de la période de la Seconde Guerre Mondiale est exemplaire du déni et de l'occultation, comme d'ailleurs l'est également la guerre coloniale menée en Algérie. Mais à travestir les faits et la mémoire, Maurice Rajsfus ne joue pas le jeu habituel des historiens médiatisés. L'« intrus », le « provocateur » pose ainsi un axe essentiel de la recherche : « Reste à déterminer ce qui peut-être attribué à la mémoire, raisonnablement positive, et aux vagues souvenirs curieusement magnifiés. » La rengaine mémorielle

est certes utilisée à toutes les sauces et très souvent évoquée pour éviter d'analyser les causes et les conséquences réelles des décisions étatiques. Sa démarche est d'autant plus intéressante que les temps d'une nouvelle forme de collaboration semblent de retour dans un climat de résignation, de compromis et de censures qui ne disent pas leur nom, préfigurant un meilleur des mondes revu et corrigé par la Comm' et le divertissement... L'absence de pensée critique, l'allégeance des médias et des intellectuel-les entretiennent la propagande d'un modèle incontournable de servilité... Un temps pour abandonner la lutte ? Certes non affirme Maurice Rajsfus : « Ces "lendemain qui chantent", tant rêvés, jadis, ne peuvent que rester à l'ordre du jour. »

Christiane Passevant

Carnets de cave

LES PLEUROTÉS ET LES HOMOPHOBES

J'aime la pluie car elle fait sortir les champignons... Et j'aime les champignons. « Ce qu'on appelle couramment champignon n'est en fait que la fructification temporaire et visible, le sporophore, d'un organisme à caractère plus durable et plus discret dont la structure habituellement filamenteuse constitue le mycélium. Il se présente souvent sous forme d'un pied (le stipe) portant un chapeau. D'autres silhouettes de sporophores sont bien connues : en forme de petits buissons comme les clavaires, de langues sur le tronc des arbres comme les fistulines, de coupes comme les pézizes, de sphères comme les vesses-de-loup []. » (wikipédia)

J'aime la loi sur le mariage gay car elle fait sortir les fachos. Le facho n'est en fait que la fructification temporaire et visible de la bonne droite catholique, apostolique et romaine, dont la structure habituellement filamenteuse constitue le militant UMP. Il se présente souvent sous forme d'un pied-bot d'ancien con-battant (le con-stipe) portant un calot. D'autres

silhouettes de sporophores sont bien connues comme le bourge haineux à la tronche en forme de petits buissons (Patrick) et l'amour des calvaires, le fistuleux qui se masturbe contre les troncs d'arbres, le coupe-couilles comme le pedzouille xénophobe ou le crâne sphérique du skin-veste-de-loup aux crocs acérés... De la pourriture grise !

Certains champignons empoisonnent et doivent donc être éradiqués. Certaines pluies de mai expriment hors du terroir nos amanites phalloïdes contemporaines, les Boutin, Peltier et autres bolets Maritons. En cas d'ingestion, faire passer l'urticaire ou la syncope à l'aide d'un bon champignon, le botrytis, sans lequel les Sauternes, Tokajs ou Gewurztraminers n'existeraient pas.

Troussotte et Poularde
À déguster avec un Riesling Kaeferkopf de chez
Adam, de cette Alsace qui ne produit pas
que du néonazi



Israël stérilise les femmes éthiopiennes



On a peine à le croire, mais en Israël, des femmes éthiopiennes sont soumises de force au Depro-Provera, un contraceptif par piqûre.

Ce moyen, loin d'être couramment prescrit, est habituellement réservé en dernier recours aux femmes handicapées ou placées en institution.

L'enquête conduite par la chercheuse Sava Reuven a démontré qu'une cinquantaine de femmes éthiopiennes ont reçu cette injection en 2012.

Cela témoigne du comportement du gouvernement israélien vis à vis de ces milliers de migrants juifs d'Afrique noire. Depuis les années 1980, ceux-ci ont passé des mois, des années dans des camps de transit en Ethiopie afin d'y être sélectionnés en vue de leur possible acceptation en « Terre promise ».

Ainsi, des centaines d'entre eux sont morts sur la route d'Israël, simplement parce qu'un pays censé être un abri pour les juifs a décidé qu'ils ne pouvaient pas être tous absorbés, ou bien qu'ils n'étaient pas assez juifs !

Qui a jamais entendu parler de juifs noirs ?

Cette politique de contrôle absolu de la vie de ces femmes a commencé en Ethiopie par des lavages de cerveau les préparant à s'intégrer dans un pays moderne qui leur offre la stérilisation à leur arrivée !

Curieuses méthodes de sélection en rappelant d'autres à une certaine époque !

Michel



Directeur de publication :
Bernard Touchais - Commission paritaire
n° 0614 C 80740 - Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB - Photos et illustrations
de ce numéro : droits réservés

Posologie de la chaussette à clous

TÉLÉRÉALITÉ

Au risque d'en choquer certains, j'adore le concept même de télé-réalité, mais je trouve qu'il est simplement mal utilisé. Pourquoi filmer des gros nichons en plan rapprochés, des gueules de raies musculeuses débilo-dépendantes ou même traquer les hommes politiques à l'aide de perches microphoniques, afin de défrayer la chronique buzzienne de petites phrases imbéciles dont on se branle en chœur et en cadence ? J'aimerais des caméras embarquées dans les conseils d'administration des grandes entreprises, de la vidéosurveillance sur les contrats d'entente illicites ou les signatures des plans de licenciement, au cœur des salons feutrés de nos chevaliers d'industrie...

En voilà une télé-réalité qui serait bath !

Et croyez-le mes preux, cela ferait de l'audience, nom d'une bite !

Le poète Artimon
depuis le désert d'Atacama



De la république des Jules à l'état parodique des François ...

Comme il faut bien sourire un peu en ces temps de déni de démocratie sociale, rappelons qu'au tournant des XIX et XX siècle, nos anciens - comme on dit - étaient gouvernés par la République dite des "Jules". Ne nous méprenons pas, il s'agissait d'hommes politiques de premier plan : Jules Ferry, Jules Grévy, Jules Simon, Jules Fabre aussi, hélas, que l'ancien leader socialiste Jules Guesde qui, en août 1914 n'avait pas tardé à rallier l'Union sacrée. ces Jules n'étaient pas seulement des colonisateurs mais également des créateurs de l'Ecole laïque, alors que se préparait la séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'était également un temps où, lors du moindre conflit social, le ministre de l'Intérieur envoyait la troupe et les gardes mobiles pour remettre au pas une classe ouvrière trop agitée à son gré. A l'époque du Front populaire, nous avons pu bénéficier de quelques Léon notoires, dont Léon Blum ou Léon Jouhaux. Lesquels avaient, à leur extrême droite, un sinistre maurassien : Léon Daudet

Dans notre France actuellement, gouvernée par de prétendus socialistes, nous vivants dans la République des « François ». Durant le derniers tiers de siècle, nous avons eu droit à François Mitterrand, lequel devait ouvrir la voie, trente ans plus tard, à François Hollande. dans l'intervalle, nous avons pu bénéficier de François Léotard, François Bayrou, François Fillon, sans oublier (Jean) François Coppe. Pour ne pas trop les fâcher, est il possible de dire que nos François, de l'un et de l'autre bord, ne sont que des « Julots » de la République ?

Maurice Rajsfus



- Un Hebdomadaire :
<http://www.monde-libertaire.fr/le-monde-libertaire/12702-sabonner>
- Un Quinzomadaire gratuit
- Des Hors series
- Un site Web : <http://www.monde-libertaire.fr/>

AGENDA

"VADE RETRO SPERMATO"

Projection du film - Une histoire des groupes de parole sur la contraception masculine en France.

Mercredi 29 mai à 20h

Lille (59)

10, rue d'Arras



« DANS L'OMBRE DE CHARONNE »

Rencontre avec Désirée et Alain Frappier

Judi 30 mai à 18h30

Paris (15ème)

171, rue de la Croix Nivert.

« LE VILAIN PETIT QATAR »

Rencontre avec Jacques Marie Bourget et Nicolas Beau

Judi 30 mai à 19h30

Paris (17ème)

4, Villa (impasse) Compoint.

REPAS DE QUARTIER DEVANT LA BELLE ETOILE

Apportez vos spécialités à partager

Vendredi 31 mai à 14h

La Plaine Saint-Denis (93)

14, Allée Saint Just.

"CLIMAT, ENERGIE, CITOYENNETÉ"

Soirée-débat

Vendredi 31 mai à 20h

Sommières (30)

49, rue Taillade.

« L'AUSTÉRITÉ NE MARCHE PAS, MAIS COMMENT EN SORTIR ? »

Événement organisé par Les Économistes atterrés

Sam 1er juin de 14h30 à 17h30

Paris (5ème)

12, Place du Panthéon.

AGENDA

LA BIO ENTRE BUSINESS ET PROJET SOCIAL

Débat public- table ronde avec Philippe Baqué
Samedi 1er juin à 17h30
Mûrs-Erigné (49)
37, route de Nantes.

VÉLORUTION VÉGÉTARIENNE ET NOCTURNE

Samedi 1er juin à 19h
Nantes (44)
Place Saint-Pierre.



FESTIVAL DU LIVRE LIBERTAIRE DU TARN/LIBERTARN

Dim 2 juin à partir de 10h
Gaillac (81)
Salle Bouzignac.

« HARLAN COUNTY, USA »

Projection du documentaire de Barbara Kopple, 1976,
Mardi 4 juin à 19h
Bagnolet (93)
106, rue Victor Hugo.

« DESOBÉIR À LA GUERRE »

Présentation de Xavier Renou
Mercredi 5 juin à 19h30
Paris (17ème)
4, Villa (Impasse) Compoins.

PUNKS ET ANARCHISTES EN EX-ALLEMAGNE DE L'EST

Discussion autour du livre Vivre vite de l'autre côté du mur
Judi 6 juin à 20h
Paris (19ème)
19, rue Burnouf.

Notre père qui êtes aux cieux... Restez y ...

« Habemus papam ! », avons-nous entendu il y a peu, suivi des dithyrambes émus de journalistes vantant les mérites de ce nouveau prélat si proche des pauvres et symbole de progrès. Effectivement, quelle ouverture quand on l'entend prôner dans son prêche du dimanche sur la place Saint Pierre, l'instauration de la protection juridique de l'embryon au nom de la sacralité de la vie ! Pas de surprise donc quand on voit que, peu après une visite au Vatican, le gouvernement espagnol envisage de réviser la loi sur l'IVG telle qu'elle avait été modifiée en 2010 sous le gouvernement Zapatero, à savoir la possibilité d'avorter jusqu'à 14 semaines de grossesse pour toutes les femmes et plus tard si mise en danger de la mère ou de l'enfant.

Dans son programme électoral pour le parti populaire, Mariano Rajoy avait annoncé son désir de revenir sur une loi que les conservateurs jugeaient trop laxiste. Le ministre de la justice Alberto Ruiz-Gallardon a donc élaboré ce nouveau projet qui devrait être soumis au parlement d'ici l'été.

La plus grave modification serait la suppression de la possibilité de

recourir à l'IVG jusqu'à 22 semaines de grossesse en cas de malformation fœtale ce qui était possible depuis près de 30 ans. Le plus choquant est l'argumentaire utilisé pour justifier cette mesure : c'est en effet au nom de la lutte contre l'eugénisme que le gouvernement tente de faire passer cette restriction des droits. « Une telle discrimination dans le droit de naître entre fœtus sain et fœtus malade n'est pas acceptable dans un Etat où chaque être humain quelle que soit l'incapacité sévère ou la maladie dont il souffre a droit à l'égalité ». Le Parti Populaire brandit même les politiques d'extermination nazie comme étendard de sa démarche vertueuse. Détourner la notion d'éthique pour servir une morale concoctée par les plus réactionnaires des lobbies catholiques est une basse manœuvre qui ne trompe personne. Evoquer l'argument que l'Espagne est désormais un pays qui offre les moyens de prendre en charge les handicapés alors que, par ailleurs, le système de protection sociale est menacé par la crise relève d'un grand cynisme.

Enfin le fait que dans cette même loi, une mineure ne puisse plus avorter sans l'autorisation de ses parents, tendrait à prouver que ce souci d'égalité entre tous les citoyens est un concept fragile. Comme le disait Orwell : « All animals are equal but some animals are more equal than others ».

Faisons donc en sorte que nos combats pour la laïcité soient un rempart contre cette menace permanente de restriction du droit des femmes à disposer de leur corps comme elles l'entendent. En Espagne et partout où les églises veulent imposer leurs dogmes !

Alexandrine Halliez



HENRI TEXIER 50 ANS DE LIBERTÉ

Lors de ma dernière émission Jazzlib' (le 2 mai), mon invité, Henri Texier, a démontré une fois encore, que le jazz reste une démarche libertaire. Son jazz n'a jamais fait le moindre compromis face aux pressions des modes et du système. Seuls les critères esthétiques et fraternels ont prévalu à sa création. Le jazz est à la fois une musique d'individu, mais également une aventure collective. C'est très exactement une démarche libertaire. Depuis qu'il a commencé la contrebasse dans les années 60, Henri Texier n'aura pas cessé de multiplier les expériences : solo, trio, quartet, nombreux invités. Faisant également le pont avec les jazzmen américains, (Phil Woods, Bud Powell, Chet Baker, excusez du peu !) sa musique reste d'une modernité saisissante, tout en restant ancrée dans les racines du tempo. Il a su réunir les générations (Daniel Humair, François Jeanneau, Bojan Z, Louis Sclavis, Sébastien Texier, Steve Swallow, Joe Lovano, Paul Motian, Glenn Ferris) pour des projets singuliers. Tout en restant simple, à son image, son œuvre très personnelle est d'une complexité dénuée de tout maniérisme, loin des tendances actuelles. Voilà ce qui en fait sa spécificité. Toujours passionnant, il faut aller l'écouter en direct, d'urgence !

Son dernier opus : Henri Texier Hope Quartet « Live à l'Improvisiste » Label Bleu.

Yves, Jazzlib' sur Radio Libertaire



Mexique. Lutte dans l'éducation

La politique de globalisation mondiale a rompu les frontières en imposant des politiques visant à

obtenir toujours plus de profits, en favorisant à la fois la déprédation et le pillage des ressources naturelles, ainsi que des schémas inhumains d'exploitation du travail. Au Mexique, avec l'arrivée du « nouveau » gouvernement qui incarne l'autoritarisme et l'extrême droite, les recommandations de l'OCDE sont suivies au pied de la lettre et, en moins de cinq mois, deux réformes ont été imposées à la Constitution qui se traduisent par des lois régressives et totalement inhumaines, mais surtout qui renforcent la concurrence mercantile comme élément central. Devant ces faits, les travailleurs dignes du peuple du Mexique, et en particulier les travailleurs de l'Éducation, mènent une lutte contre ces réformes structurelles. Par une grève enseignante commencée le 25 février 2013 dans l'État du Guerrero et continuée le 22 avril dans l'État du Michoacán ; par des actions de protestation qui courent depuis le mois de janvier : meetings, manifestations de rue, assemblées, forums, congrès éducatifs, piquets, etc., les manifestations ont demandé au gouvernement fédéral d'arrêter la mise en œuvre de la réforme éducative, parce qu'elle ne repose pas sur un consensus avec la société.

POUR UNE ÉDUCATION AU SERVICE DU PEUPLE
COORDINATION NATIONALE
DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION – CNTE

De la schizophrénie dans le bocage

Nul doute que cela fut réussi. Une chaîne de plus de 35 000 opposants ont transformé la ZAD en protection du bocage. Et puis, il y avait les autres, dispersés, que la farandole n'excitait point ou qui n'avait pas pu la joindre lors de la photo officielle. Et ceux-là comptent aussi.

Qu'importe, car l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes a encore pu constater combien le bocage lui disait non. Il n'y a d'ailleurs pas que les futures pistes qui se voient opposer un refus des potirons, bien que les écologistes et autres verts tiennent à ce qu'aucune autre contradiction n'émerge du bocage. Cela à grands renforts de « ne nous dispersons pas ». Les slogans doivent rester « agricoles ». A peine peut-on crier « Dufлот démission ». Pourtant l'invective s'accompagne alors de sourires discrets, un rien complices. Quoi, qu'est-ce à dire ? Des écologistes contesteraient un projet de leur gouvernement, voire même un de leur ministre ? Ne nous égareons pas, rappelle-t-on avec plus ou moins de conviction. Non, l'Ayraulport ne passera pas, car les écolos désavouent le droit d'une « entreprise privée » (sic) à installer son terminal. Et puis, les verts ne seraient pas « au pouvoir ». Modestement, ils seraient « dépendants » des « oukases socialistes ». Voilà bien une schizophrénie drôlement aveuglée.

A y regarder de plus près, il est quand même fort de café de constater si peu d'embarras dans la critique. Car nos « amis » les écologistes défendraient la planète contre les promoteurs et constitueraient, si l'on peut dire, le « dernier rempart » contre les décisions de saccager la nature. J'ai bien essayé de comprendre comment cela était possible, mais à moins de



somber dans une cécité schizophrène, je n'ai pas compris. Il est vrai que le mouvement écologiste a été rejoint par nombre de révoltés et que son parti-pris à demi libertaire lui offre parfois un capital de sympathie inaliénable. Mais à quoi servent les écologistes sinon à nous tromper ? Sont-ils contre l'État ? Non, contre l'autorité et la police ? Au contraire, ils en redemandent. Contre le salariat ? Non plus.

L'épuisement de ce que les marchands appellent des « ressources » apparaît dans la même ligne d'horizon que l'entassement des ordures. Après des siècles de misère, l'avenir de notre planète est désormais devenu clairement compromis. Il n'a fallu que quelques centaines d'années pour que le rapport marchand ravage la majeure partie de la planète, minéraux, végétaux, animaux. Mais voilà, le capitalisme ne perd jamais

seul. Les salariés en sont totalement dépendants pour survivre. Il n'y a pas d'en dehors du monde marchand. Partout, le capitalisme a étendu sa domination et sa guerre totale à ce qui fait le vivant. Le capitalisme a fait du travail salarié non seulement notre unique moyen de vivre, mais aussi notre seule existence sociale. Le travail salarié est une première violence faite à notre humanité. Mais sans travail, le salarié n'est plus qu'un paria. Le chômage est une seconde violence.

Ayant compris l'insupportable rôle du productivisme et annoncé la fin de « l'exaction » aveugle des ressources, les écologistes proposent alors une exploitation plus modérée, plus régulée en appelant l'état à organiser le rationnement. Certains apparemment décroissants prônent un jeûne volontaire de la consommation. Tout reste à vendre, même les déchets. Mais quoiqu'il en soit, le credo écologiste reste en plein accord avec le capitalisme: il faut que le salarié baisse sa consommation pour que la planète puisse encore supporter plus longtemps l'exploitation. En prêtant une oreille incrédule à ce raisonnement, je constatai que le prolétaire est encore floué, et plus même, puisqu'il est rendu responsable du saccage. Non, l'écologie n'est pas une utopie libératrice, elle prolonge l'économie marchande par l'économie de la poubelle et l'exploitation par la misère volontaire. En prônant l'abstinence du consommateur, l'écologie n'échappe nullement à la pauvreté classique du vieux monde. L'écologie veut seulement rendre la marchandise plus présentable, écolo-compatible, voire équitable, mais sans aucune critique du rapport marchand. Le rapport marchand est une exploitation grossière qui économise notre vie à en mourir. L'écologie n'y pourra rien. La question sociale ressurgit nécessairement.

Alors que viennent faire ces capitalistes du dénuement dans la ronde autour de la ZAD ? Car, elle n'est pas anodine cette utilisation de l'espace reconquis, cette connivence de façade. Il s'agit pour les militants verts de contrôler, avec bienveillance certes, les protestataires qui partent à l'assaut de la reconquête des lieux, d'autant que chacun peut les reconnaître libertaires. L'escroquerie écologiste reste pourtant sensible et certains contestataires ne savent encore comment

construire leur parole sans les apports hypocrites du discours écolo. Occupons, occupons toujours le terrain. Car, nous, les opposants, tous ceux de la ZAD, sont beaucoup plus que ce que la farandole a voulu en faire. Ici se rencontrent des antiautoritaires, des anarchistes, des autonomes et autres antifas. Les révoltés n'ont nul besoin de se connaître pour se reconnaître. Nous sommes les résistants de la vie quotidienne, les expérimentateurs de l'anti-autoritarisme et les insurgés de la vie sociale. La ZAD est comme le point de ralliement provisoire de nos existences rebelles.

Nous tous, nous le savons. La Commune n'est pas morte.

Thierry Lodé



Saccage

Les exemples de l'impossibilité, pour le capital, de faire face à la réalité du saccage de toutes les conditions d'existence ne manquent pas. On attend d'avoir trouvé leur substitut pour renoncer à des produits dont la dangerosité est prouvée depuis longtemps ou on retarde au maximum les décisions nécessaires face aux atteintes les plus graves portées aux conditions élémentaires de la survie à la surface de la planète. On sait déjà que certains des systèmes naturels ainsi atteints ont de fâcheuses propriétés : une modification initiale de leur équilibre peut provoquer, par une suite de phénomènes cumulatifs, une série exponentielle de conséquences qu'il deviendra impossible de maîtriser lorsqu'elles se feront vraiment sentir. Tel est peut-être le cas du climat mondial, dont la seule chose que l'on peut dire à l'heure actuelle est que quand il sera possible de mesurer réellement les effets qu'auront provoqués sur lui les émissions de gaz à effet de serre, il sera sans doute trop tard.

C'est parce qu'il doit d'abord satisfaire à ses nécessités immédiates, qui le condamnent à court terme s'il n'y répond pas, que le capitalisme est incapable de répondre à des enjeux à moyen ou à long terme. Alors que, dans les activités industrielles et techniques, l'anticipation devrait être la règle, l'exigence immédiate de la valorisation en fait presque toujours l'exception. Il ne s'agit pas là d'un choix délibéré de destruction du milieu naturel, mais d'un choix de système. Le capitaliste ne fait pas le choix de saccager la planète, il fait le choix d'être capitaliste, ce qui suppose de saccager la planète.

Léon de Mattis

AGENDA

UNE CONTRE-HISTOIRE DE L'INTERNET

Projection unique du film suivie d'une rencontre avec les auteurs Jean-Marc Manach et Julien Goetz

Jeudi 6 juin à 20h30
Toulouse (31)
24, rue Montardy.

POUR UNE MONNAIE LOCALE DANS LE CARCASSONNAIS

Vendredi 7 juin à 20h
Carcassonne (11)
12, Avenue Arthur Mullet.

FACE À L'AUSTÉRITÉ, les résistances sociales et alternatives autogérées en Grèce peuvent-elles nous inspirer en France ?

Rencontre-débat avec Yannis Youlountas

Vendredi 7 juin à 20h30
Vannes(56)
Palais des Arts.
24, rue Montardy.

ne ratez pas la

2^e Foire à l'autogestion

Montreuil 8-9 juin
www.foire-autogestion.org

« MURRAY BOOKCHIN ET L'ÉCOLOGIE SOCIALE »

Rencontre avec Vincent Gerber
Samedi 8 juin à 16h30
Paris (11^e)
145, rue Amelot.

APÉRO-LANCEMENT DES ÉDITIONS FAKIR

Le journal Fakir se lance dans l'édition
Mercredi 12 juin à 19h
Paris (11^e)
23, rue Voltaire.

